

COUR SUPÉRIEURE (Actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° 200-06-000134-117

JEAN-PAUL DUPUIS

- et -

FRANCIS TREMBLAY

Demandeurs

c.

DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE, COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE

- et -

DESJARDINS GESTION INTERNATIONALE D'ACTIFS INC.

Défenderesses

DEMANDE DES DÉFENDERESSES EN REJET PARTIEL DE LA DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE DE L'ACTION COLLECTIVE ET EN RADIATION D'ALLÉGATIONS (Art. 167, 168, 169 et 584 C.p.c.)

I. INTRODUCTION

1. Le 18 mars 2016, les Demandeurs Jean-Paul Dupuis et Francis Tremblay (les « **Demandeurs** »), ont déposé une Demande introductive d'instance de l'action collective (la « **Demande introductive d'instance**») contre les Défenderesses Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie (« **DSF** ») et Desjardins Gestion Internationale d'actifs inc. (« **DGIA** ») (collectivement les « **Défenderesses**»), relativement à l'offre des placements à capital garanti et intérêt variable Indice Plus Stratégique (les « **Placements IPS** ») et Indice Plus

Tactique (les « **Placements IPT** ») (collectivement les « **Placements IPS et IPT** »).

2. Par la présente, les Défenderesses demandent le rejet de la réclamation prévue à la Demande introductive d'instance ainsi que la radiation des paragraphes 93, 101, 131 à 136 et 145 de la Demande introductive d'instance;
3. En effet, tel qu'il sera démontré ci-après, la réclamation relative aux dommages punitifs des Demandeurs en lien avec les papiers commerciaux adossés à des actifs (« **PCAA** ») fait l'objet d'une quittance judiciaire contenue dans un plan d'arrangement (« **Plan d'arrangement** ») déposée et approuvée aux termes de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (« **LACC** »), rendant irrecevable toute poursuite en dommages et intérêts en lien avec le marché des PCAA;
4. Cette réclamation contrevient à une ordonnance d'injonction permanente contenue au Plan d'arrangement; c'est donc illégalement que cette réclamation a été initiée.
5. Au surplus, non seulement cette réclamation contrevient au Plan d'arrangement et aux ordonnances pertinentes rendues par la Cour supérieure de l'Ontario, mais elle contrevient à un jugement rendu par la Cour supérieure du Québec confirmant :

« ... que le Plan d'arrangement et de compromis portant la date du 19 mars 2008, l'Ordonnance en homologation du Plan d'arrangement datée du 5 juin 2008 et l'Ordonnance de mise en œuvre du Plan d'arrangement datée du 12 janvier 2009, approuvés par la Cour supérieure de l'Ontario, sont pleinement en vigueur et sont exécutoires dans la Province de Québec; »

6. Par ailleurs, la Cour supérieure de l'Ontario a la juridiction exclusive pour interpréter, appliquer et mettre en application le Plan d'arrangement et, partant, la quittance y contenue;

II. LES REPROCHES ET ASSISES JURIDIQUES RELATIFS AUX DOMMAGES PUNITIFS

7. Les Demandeurs réclament des dommages punitifs en lien avec le fait que des investissements en marché monétaire effectuée dans le cadre des Placements IPS et IPT étaient composés de PCAA;
8. Plus précisément, les Demandeurs allèguent ce qui suit dans leur Demande introductive d'instance :

« 131. De plus, une part importante des investissements en marché monétaire au sein des Placements IPS et IPT était

composée de Papiers commerciaux adossés à des actifs (« PCAA »).

132. Or, à compter du mois d'août 2007, les PCAA sont devenus des actifs risqués et illiquides qui ne pouvaient plus remplir le rôle qu'on leur prêtait au sein des Placements IPS et IPT, tel qu'il appert notamment des Rapports annuels de 2007 (p. 25 à 27 et 113 à 115), de 2008 (p. 34 à 40 et p. 133 à 137), de 2009 (p. 170 à 174) et de 2010 (p. 142 à 146) du Mouvement Desjardins, pièce P-26a) à P-26 d), en liasse, ainsi que des rapports trimestriels du Mouvement Desjardins de septembre 2007 à septembre 2008, pièce P-27, en liasse.

133. Dès l'année 2007, il était évident qu'une crise des liquidités affectant les fonds de couverture surviendrait, tel qu'il appert des articles rédigés par monsieur Lussier lui-même, pièce P-28.

134. Malgré ce contexte, non seulement des PCAA ont été conservés au sein des Placements IPS et IPT, mais de nouvelles émissions de ces placements ont eu lieu jusqu'en octobre 2008, tel qu'il appert notamment des rapports P-26 et P-27.

135 Cette gestion préjudiciable aux membres du groupe contraste avec le fait que durant la même période, les défenderesses ont procédé à la substitution des PCAA détenus par leurs clients institutionnels par des billets de dépôts sécuritaires et liquides, tel qu'il appert notamment des rapports P-26 et P-27.

136. Sachant la précarité des PCAA, la décision de continuer à émettre les Placements IPS et IPT après août 2007 et de conserver des PCAA au sein des Placements IPS et IPT émis avant août 2007 a eu pour effet de faire supporter aux membre du groupe une perte que les défenderesses auraient autrement dû assumer, ce qui constitue une violation de leur devoir de loyauté et une atteinte illicite et intentionnelle au droit des membres à la jouissance paisible et à la libre disposition de leurs biens. »

9. En conséquence, tel qu'il appert du paragraphe 145 de la Demande introductive d'instance, les Demandeurs réclament des dommages punitifs des Défenderesses:

« 145. Finalement, les fautes commises, dont la décision d'émettre les Placements IPS et IPT après août 2007 et de conserver des PCAA au sein de ces Placements IPS et IPT émis avant août 2007, constitue une atteinte illicite et intentionnelle au droit des membres du groupe à la jouissance paisible et à la libre disposition de leurs biens qui justifie l'octroi de dommages punitifs. »

10. Les Demandeurs n'allèguent pas, et en aucun temps les Défenderesses n'ont agi comme émetteur de PCAA ou distributeur de PCAA ou une partie ayant un intérêt dans les émetteurs de PCAA;

11. Les Défenderesses, le cas échéant, étaient tout au plus un détenteur de PCAA;

III. REJET DE LA RÉCLAMATION POUR DOMMAGES PUNITIFS

A. LA RÉCLAMATION POUR DOMMAGES PUNITIFS, SUITE À LA RESTRUCTURATION DU PCAA, FAIT L'OBJET D'UNE QUITTANCE EN VERTU DE LA LACC

i) Entente de Montréal

12. En août 2007, le marché canadien des PCAA subit une importante crise de liquidités, de sorte que les détenteurs de PCAA ayant des maturités postérieures au 13 août 2007 n'ont pu obtenir le remboursement de leurs titres qui a ultimement mené à l'initiation de procédures en vertu de la LACC devant la Cour supérieure de l'Ontario;

13. L'affidavit de Purdy Crawford daté du 17 mars 2008, déposé au moment de l'initiation des procédures en vertu de la LACC (l'« **Affidavit Crawford** »), communiqué au soutien des présentes en tant que **pièce RR-1**, donne un aperçu complet du marché des PCAA et des problèmes de liquidité survenus en août 2007;

14. Dans les motifs supportant le jugement sur l'homologation du Plan d'arrangement (l'« **Ordonnance d'homologation** »), la Cour supérieure de l'Ontario a qualifié l'Affidavit Crawford comme étant la pierre angulaire des documents déposés au moment de l'initiation des procédures en vertu de la LACC :

« [6] The cornerstone to the material filed in support of the Initial Order was the affidavit of Purdy Crawford, O.C., Q.C., Chairman of the Applicant Pan Canadian Investors Committee. There has been no challenge to Mr. Crawford's description of the Asset Backed Commercial Paper ("ABCP") market or in general terms the circumstances that led up to the liquidity crisis that occurred in the week of August 13, 2007, or to the formation of the Plan now before the Court. »

tel qu'il appert d'une copie des motifs de l'Ordonnance d'homologation, datés du 5 juin 2008, communiquée au soutien des présentes en tant que **pièce RR-2**;

15. Les paragraphes 8 et 9 de l'Affidavit Crawford contiennent une description de ce que constituent les PCAA;

16. En somme l’Affidavit Crawford révèle que la crise de liquidités en lien avec les PCAA trouve son origine dans la perte de confiance des investisseurs, qui découlait notamment des nouvelles inquiétantes concernant les hypothèques à risque aux États-Unis;
17. En raison des événements du 13 août 2007, un groupe d’institutions financières et de participants du marché des PCAA s’est réuni et s’est entendu sur une solution à court terme pour régler le problème de liquidités sur le marché des PCAA;
18. Ainsi, en date du 16 août 2007, à la suite d’une entente intérimaire entre d’importants détenteurs de PCAA (l’« **Entente de Montréal** »), le marché canadien des PCAA a été « gelé » dans le but de trouver une solution globale à la crise, tel qu’il appert d’une copie de l’Entente de Montréal, communiquée au soutien des présentes en tant que **pièce RR-3**;
19. D’ailleurs, le rapport annuel du Mouvement Desjardins de 2008, produit par les Demandeurs comme pièce P-26 b), plus particulièrement les pages 133 à 137 et suivantes, auxquelles les Demandeurs font référence au paragraphe 132 de la Demande introductive d’instance, résume bien l’objectif de l’Entente de Montréal :

« Le 16 août 2007, un groupe d’institutions financières et d’autres d’investisseurs ont convenu d’une entente de principe pour la restructuration du PCAA à la suite de la crise de liquidité qui a eu lieu au cours du mois d’août 2007. Cette entente, appelée « **Proposition de Montréal** », visait à rétablir le climat de confiance ainsi qu’à mettre en œuvre une solution à la crise de liquidité et prévoyait une période de moratoire relativement aux PCAA émis par les trois fiduciaires. Le comité pancanadien composé de participants à la Proposition de Montréal, dont le Mouvement Desjardins, a été formé le 6 septembre 2007 afin de superviser le processus de restructuration.

Les efforts de restructuration du PCAA entrepris depuis ce temps par le comité pancanadien ont abouti à la conclusion d’un plan final de restructuration le 24 décembre 2008, lequel a été entériné en janvier 2009. Le plan de restructuration vise, entre autres, le remplacement du PCAA par de nouveaux billets à taux variable à long-terme ayant une échéance similaire à ceux des actifs sous-jacents. »

20. Tel qu’il appert de l’Entente de Montréal, celle-ci fut conclue par un nombre important d’institutions financières canadiennes ayant des activités au Canada, dont le Groupe Desjardins. Elle comportait des mesures intérimaires afin de tenter de redresser le marché des PCAA et d’éviter son effondrement. Le but visé était ainsi d’éviter un effondrement à court terme du marché pancanadien des PCAA en convenant d’un « standstill ». Les paragraphes 50 à 52 de

l’Affidavit Crawford décrivent de façon générale les paramètres et objectifs de l’Entente de Montréal;

21. En acceptant de conserver et renouveler les PCAA dont ils étaient détenteurs, les signataires de l’Entente de Montréal se donnaient du temps pour trouver une solution au problème causé par l’absence de liquidités;
22. L’Entente de Montréal a éventuellement mené à la restructuration complète du marché des PCAA, sous la direction du Comité Crawford;

ii) Le Comité Crawford et la restructuration en vertu de la LACC

23. Le 17 mars 2008, le Comité Crawford, formé notamment des institutions financières ayant signé l’Accord de Montréal, dont le Groupe Desjardins, dépose devant la Cour supérieure de l’Ontario une requête visant l’émission d’une ordonnance initiale (la « **Requête pour ordonnance initiale** »), en vertu de l’article 11 de la LACC, dans l’affaire *Metcalfe & Mansfield Alternative Investment II Corp. et al.*, numéro de dossier 08-CL-7440 (le « **Dossier de la restructuration des PCAA** »), tel qu’il appert de la Requête pour ordonnance initiale, communiquée au soutien des présentes en tant que **pièce RR-4**;
24. Le Comité Crawford avait été formé le 6 septembre 2007, comme suite logique aux premiers accomplissements des participants à l’Entente de Montréal, soit un comité pancanadien de détenteurs de PCAA, sous l’autorité de Purdy Crawford, afin de piloter la restructuration du marché canadien de 32 milliards de dollars de PCAA;
25. En effet, le Comité Crawford avait pour objectif de proposer des mesures pour éviter l’insolvabilité des entités émettrices de PCAA et des pertes financières astronomiques, ainsi que de promouvoir la restructuration du marché des PCAA dans le meilleur intérêt des détenteurs de PCAA, tel qu’il appert de l’Affidavit Crawford, pièce RR-1 :

« 53. During the week of August 27, 2007, representatives of CDPQ and National Bank, two of the four investors that signed the Montréal Accord, asked me to chair what became the Committee. The Committee was designed to bring together investors from across the country representing a broad array of investors, including large pension and other institutional holders, Crown corporations and smaller corporate holders. In addition, representatives of DBRS Limited and of the Department of Finance (Canada) have the status of observers. I received encouragement from the Governor of the Bank of Canada, Mr. David Dodge, as well as his successor, Mr. Mark Carney, to accept the role of Committee chairman.

54. I accepted the chairmanship of the Committee on September 5, 2007 and an announcement was made regarding the formation

of the Committee on the following day. A copy of this announcement is attached as Exhibit "H" hereto.

55. A mandate was prepared for the Committee, a copy of which is attached as Exhibit "I". The mandate provides that the Committee has been formed as an ad hoc committee with a view to maximizing recoveries efficiently and fairly and in the best interests of all holders of ABCP. »

26. La Requête pour ordonnance initiale demandait au tribunal ontarien de suspendre toutes les poursuites et procédures judiciaires relatives aux PCAA, et de convoquer une assemblée de tous les détenteurs de PCAA afin de voter sur un plan d'arrangement et de compromis en vertu de la LACC;
27. Le même jour, le juge Colin L. Campbell de la Cour supérieure de l'Ontario, siégeant sous l'autorité de la LACC (le « **Juge Campbell** »), émet une ordonnance initiale (l'« **Ordonnance Initiale** ») pour permettre à toutes les parties intéressées de travailler efficacement à l'élaboration du plan d'arrangement visant la restructuration des PCAA, tel qu'il appert d'une copie de l'Ordonnance Initiale datée du 17 mars 2008, communiquée au soutien des présentes en tant que **pièce RR-5**;

iii) Le Plan d'arrangement

28. Le 19 mars 2008, un plan d'arrangement est déposé par les différentes entités ayant émis des PCAA (le « **Plan d'arrangement** »), tel qu'il appert du « Amended Plan of Compromise and Arrangement » (March 19, 2008), communiqué au soutien des présentes en tant que **pièce RR-6**;
29. Le Plan d'arrangement soumis à la Cour supérieure de l'Ontario prévoit une quittance globale et finale, par laquelle toute personne renonce à exercer tout recours, de quelque nature qu'il soit, contre toute personne ayant eu une implication, directe ou indirecte, dans le marché des PCAA;
30. Plus particulièrement, le paragraphe 10.1 du Plan d'arrangement prévoit une quittance en faveur des « Released Parties » les dégageant ainsi de toute responsabilité, directe ou indirecte, eu égard au marché des PCAA (la « **Quittance en lien avec le PCAA** »);

« 10.1 Release of the Released Parties

For good and valuable consideration, **every Person (regardless of whether or not such Person is a Noteholder), including each of the Released Parties** on the Person's own behalf and on behalf of the Person's respective affiliates, present and former officers, directors, employees, associated individuals, auditors, financial advisors, legal counsel, other professionals, sureties, insurers, indemnitees, agents, dependents, heirs, representatives

and assigns, as applicable, **hereby fully, finally, irrevocably and unconditionally releases and forever discharges each of the Released Parties of and from any and all past, present and future claims, rights, interests, actions, rights of indemnity, liabilities, demands, duties, injuries, damages, expenses, fees (including attorneys' fees and liens), costs, compensation, or causes of action of whatsoever kind or nature whether foreseen or unforeseen, known or unknown, asserted or unasserted, contingent or actual, liquidated or unliquidated, whether in tort or contract, whether statutory, at common law or in equity, based on, in connection with, arising out of or in any way related to, in whole or in part, directly or indirectly: any act, inaction or omission existing or taking place on or prior to the Plan Implementation Date relating to or otherwise in connection with the Third-Party ABCP market in Canada, the ABCP Conduits, the Affected ABCP, the business and affairs of any of the Released Parties relating to or otherwise in connection with the Affected ABCP, Affected ABCP Credit Default Swaps, the LSS Assets, Hybrid Assets and Traditional Assets, including without limitation any of such assets that are Ineligible Assets, the CCAA Proceedings, the activities undertaken or not undertaken as a result of the Standstill, in anticipation of or preparation for the restructuring of the Affected ABCP and/or the CCAA Proceedings, the Information Statement, the Meeting or the Plan (collectively, the "ABCP Market Claims");** and each Person shall not make or continue any claims or proceedings whatsoever based on, in connection with, arising out of, or in any way related to, in whole or in part, directly or indirectly, the substance of the facts giving rise to any matter herein released (including, without limitation, any action, cross-claim, counter-claim, third party action or application) against any Person who claims or might reasonably be expected to claim in any manner or forum against one or more of the Released Parties, including, without limitation, by way of contribution or indemnity, in common law, or in equity, breach of trust or breach of fiduciary duty or under the provisions of any statute or regulation, and that in the event that any of the Released Parties are added to such claim or proceeding, it will immediately discontinue any such claim or proceeding. Notwithstanding the foregoing, nothing herein shall release or discharge a Released Party from its obligations, if any, under the Plan or any Approved Agreements. This Section 10.1 does not apply to Unaffected Claims. »

tel qu'il appert du « Third Amended Plan of Compromise and Arrangement » (January 12, 2009), communiqué au soutien des présentes en tant que pièce RR-7;

31. Les « Released Parties » comprennent notamment les « Noteholders », les « Applicants », les « members of the Investors Committee »:

- Voir les définitions de ces termes dans le « Third Amended Plan of Compromise and Arrangement » (January 12, 2009) [pièce RR-7]:

« **Released Parties** » means, collectively, the Respondents, the ABCP Conduits, the ABCP Sponsors, the Selkirk Sub-Trust Parties, the Satellite Trust Parties, the Asset Providers, the Canadian Banks, the Original Issuer Trustees, the Existing Note Indenture Trustees, the Margin Funding Lenders, the Liquidity Providers, the ABCP Dealers, the Asset Originators, **the Noteholders**, DBRS, **the Applicants**, Administrative Agents, the Financial Services Agents, the Issuing and Paying Agents, The Canadian Depository for Securities Limited, CDS Clearing, **the members of the Investors Committee**, Purdy Crawford, Ernst & Young Inc., in its capacities as consultant to the Investors Committee prior to its appointment as Monitor and as the Monitor, JPMorgan, National PR, BlackRock, the New Indenture Trustee, the New Issuer Trustee and Goodmans LLP as well as their respective affiliates, and their respective present and former officers, directors, employees, associated individuals, auditors, financial advisors, legal counsel, other professionals, sureties, insurers, indemnitees, agents and assigns, as applicable; »

32. Or, le Groupe Desjardins fait partie des « Noteholders », des « Applicants » et des membres du « Investors Committee »;

- Voir les définitions de ces termes dans le « Third Amended Plan of Compromise and Arrangement » (January 12, 2009) [pièce RR-7]:

« **Applicants** » means, collectively, Alberta Treasury Branches operating as ATB Financial, Caisse de Dépôt et Placement du Québec, Canaccord Capital Corporation, Canada Mortgage and Housing Corporation, Canada Post Corporation, Credit Union Central Alberta Limited, Credit Union Central of British Columbia, Credit Union Central of Canada, Credit Union Central of Ontario, Credit Union Central of Saskatchewan, **Desjardins Group**, Magna International Inc., National Bank of Canada/National Bank Financial Inc., NAV Canada, Northwater Capital Management Inc., Public Sector Pension Investment Board and The Governors of University of Alberta;

(...)

« **Investors Committee** » means the Pan-Canadian Investors Committee for Third-Party Structured Asset-Backed Commercial Paper comprised of representatives of the following investors: Alberta Treasury Branches operating as ATB Financial, Caisse de Dépôt et Placement du Québec, Canaccord Capital Corporation,

Canada Mortgage and Housing Corporation, Canada Post Corporation, Credit Union Central Alberta Limited, Credit Union Central of British Columbia, Credit Union Central of Canada, Credit Union Central of Ontario, Credit Union Central of Saskatchewan, **Desjardins Group**, Magna International Inc., National Bank Financial Group, NAV Canada, Northwater Capital Management Inc., Public Sector Pension Investment Board and The Governors of the University of Alberta;

(...)

“**Noteholder**” means a holder of Affected ABCP on the Record Date, including any holder of a beneficial interest in Affected ABCP; »

33. Le Plan d'arrangement contient également une ordonnance d'injonction « Injunction Order » enjoignant à toute personne de ne pas exercer ni poursuivre tout recours en lien avec les PCAA;

« 10.2 Injunction

All Persons (regardless of whether or not such Persons are Noteholders), along with their respective affiliates, present and former officers, directors, employees, associated individuals, auditors, financial advisors, legal counsel, other professionals, sureties, insurers, indemnitees, agents, dependents, heirs, representatives and assigns, as applicable, **are permanently and forever barred, estopped, stayed and enjoined, on and after the Effective Time, with respect to ABCP Market Claims, from (i) commencing, conducting or continuing in any manner, directly or indirectly, any action, suits, demands or other proceedings of any nature or kind whatsoever (including, without limitation, any proceeding in a judicial, arbitral, administrative or other forum) against the Released Parties; (ii) enforcing, levying, attaching, collecting or otherwise recovering or enforcing by any manner or means, directly or indirectly, any judgment, award, decree or order against the Released Parties or their property; (iii) commencing, conducting or continuing in any manner, directly or indirectly, any action, suits or demands, including without limitation, by way of contribution or indemnity or other relief, in common law, or in equity, breach of trust or breach of fiduciary duty or under the provisions of any statute or regulation, or other proceedings of any nature or kind whatsoever (including, without limitation, any proceeding in a judicial, arbitral, administrative or other forum) against any Person who makes such a claim or might reasonably be expected to make such a claim, in any manner or forum, against one or more of the Released Parties; (iv) creating, perfecting, asserting or otherwise enforcing, directly or indirectly, any lien or encumbrance of any kind; or (v) taking any actions to interfere with the implementation or consummation of this Plan. This Section 10.2 does not apply to**

Unaffected Claims or to the enforcement of any obligations under the Plan or any Approved Agreements. »

tel qu'il appert du « Third Amended Plan of Compromise and Arrangement » (January 12, 2009), pièce RR-7;

iv) **La contestation de la Quittance en faveur des tierces parties et l'Ordonnance d'homologation**

34. Il s'est alors amorcé devant la Cour supérieure de l'Ontario un débat sur l'étendue et la portée de la Quittance en lien avec le PCAA prévue au Plan d'arrangement, notamment sur la légalité et le caractère raisonnable de la Quittance en faveur des tierces parties, tant en vertu de la *common law* que du droit civil;
35. La Quittance en lien avec le PCAA a été vigoureusement contestée par un important groupe de détenteurs de PCAA provenant de toutes les régions du Canada, incluant du Québec;
36. Le 24 avril 2008, le Juge Campbell rend une décision et fixe le débat sur la question de la validité et de la légalité de la Quittance en lien avec le PCAA lors de l'audition sur l'homologation du Plan d'arrangement afin de permettre aux détenteurs de PCAA, dans un premier temps, de voter sur le Plan d'arrangement, tel qu'il appert d'une copie de ce jugement, communiqué au soutien des présentes en tant que **pièce RR-8**;
37. Dans ce jugement, le Juge Campbell énonce notamment ce qui suit à l'égard de la Quittance en lien avec le PCAA contenue dans le Plan d'arrangement :

« [5] I do not take lightly nor decide against the rights of certain Noteholders to argue that the issue of releases does have a legal validity component to it as well as specific fairness. In my view, those issues should be considered together as part of the fairness process, not be determined in isolation at this time.

[6] The issue of third party releases is sufficiently accepted in our Courts that they are at least worthy of consideration in the context of whether the Plan as a whole is accepted by all or sufficient portion of the Noteholders that it can go forward.

[7] If third party releases are a necessary and incidental part of the Plan's success that is one matter. If the effect of the releases is to deprive a party of claims unrelated to the Plan, that is another. There must be a reasonable balance.

[8] I am satisfied that the legitimate concerns of some Noteholders can be accommodated in the fairness-sanction process and the motion insofar as releases are concerned is adjourned for that purpose. »

38. Le 25 avril 2008, le Plan d'arrangement a été approuvé par la majorité statutaire prévue à la LACC;
39. Le Plan d'arrangement a été approuvé par plus de 96 %, en nombre et en valeur, des Détenteurs de PCAA ayant voté, alors que plus de 90 % des Détenteurs de PCAA ont exercé leur droit de vote;
40. Les 12 et 13 mai et le 3 juin 2008, les auditions sur le caractère raisonnable et équitable du Plan d'arrangement, notamment sur les dispositions portant sur la Quittance en lien avec le PCAA, ont été tenues devant le Juge Campbell;
41. Les contestataires plaidaient essentiellement que la LACC ne permettait pas l'inclusion de quittances au bénéfice de tierces parties non liées aux débitrices;
42. Dans sa décision du 5 juin 2008, portant sur les motifs rendus au soutien de l'Ordonnance d'homologation, le Juge Campbell identifie comme suit le test qui lui a permis de trancher la question de telle quittance :

« [143] I have as a result addressed a number of questions in order to be satisfied that in the specific context of this case, a Plan that includes third party releases is justified within CCAA jurisdiction. I have concluded that all of the following questions can be answered in the affirmative.

1. Are the parties to be released necessary and essential to the restructuring of the debtor?

2. Are the claims to be released rationally related to the purpose of the Plan and necessary for it?

3. Can the Court be satisfied that without the releases the Plan cannot succeed?

4. Are the parties who will have claims against them released contributing in a tangible and realistic way to the Plan?

5. Is the Plan one that will benefit not only the debtor but creditor Noteholders generally?

6. Have the voting creditors approved the Plan with knowledge of the nature and effect of the releases?

7. Is the Court satisfied that in the circumstances the releases are fair and reasonable in the sense that they are not overly broad and not offensive to public policy? »

tel qu'il appert de la décision portant sur les motifs rendus au soutien de l'Ordonnance d'homologation du Plan d'arrangement, pièce RR-2;

43. Aux termes de l'Ordonnance d'homologation du Plan d'arrangement, le Juge Campbell tranche finalement en faveur de l'homologation du Plan d'arrangement;
44. Il s'agissait en fait d'une condition *sine qua non* exigée par les nombreux participants de toute l'industrie financière qui devaient supporter le Plan d'arrangement, puisque en l'absence d'une assurance qu'aucune poursuite ne pourrait être entreprise contre l'un ou l'autre des participants à cette restructuration, laquelle était d'une ampleur inédite, celle-ci aurait été impossible, tel que le reconnaît notamment la Cour supérieure de l'Ontario au paragraphe 57 des motifs au soutien de l'Ordonnance d'homologation (pièce RR-2) :

« [57] I am satisfied that based on Mr. Crawford's affidavit and the statements commencing at p. 126 of the Information to Noteholders, a compelling case for the need for comprehensive releases, with the exception of certain fraud claims, has been made out.

The Released Parties have made comprehensive releases a condition of their participation in the Plan or as parties to the Approved Agreements. Each Released Party is making a necessary contribution to the Plan without which the Plan cannot be implemented. The Asset Providers, in particular, have agreed to amend certain of the existing contracts and/or enter into new contracts that, among other things, will restructure the trigger covenants, thereby increasing their risk of loss and decreasing the risk of losses being borne by Noteholders. In addition, the Asset Providers are making further contributions that materially improve the position of Noteholders generally, including through forbearing from making collateral calls since August 15, 2007, participating in the MAV2 Margin Funding Facility at pricing favourable to the Noteholders, accepting additional collateral at par with respect to the Traditional Assets and disclosing confidential information, none of which they are contractually obligated to do. The ABCP Sponsors have also released confidential information, co-operated with the Investors Committee and its advisors in the development of the Plan, released their claims in respect of certain future fees that would accrue to them in respect of the assets and are assisting in the transition of administration services to the Asset Administrator, should the Plan be implemented. The Original Issuer Trustees, the Issuer Trustees, the Existing Note Indenture Trustees and the Rating Agency have assisted in the restructuring process as needed and have co-operated with the Investors Committee in facilitating an essential aspect of the court proceedings required to complete the restructuring of the ABCP Conduits through the replacement of the Original Issuer Trustees where required.

In many instances, a party had a number of relationships in different capacities with numerous trades or programs of an ABCP Conduit, rendering it difficult or impracticable to identify and/or quantify any individual Released Party's contribution. Certain of the Released Parties may have contributed more to the Plan than others. However, in order for the releases to be comprehensive, the Released Parties (including those Released Parties without which no restructuring could occur) require that all Released Parties be included so that one Person who is not released by the Noteholders is unable to make a claim-over for contribution from a Released Party and thereby defeat the effectiveness of the releases. Certain entities represented on the Investors Committee have also participated in the Third-Party ABCP market in a variety of capacities other than as Noteholders and, accordingly, are also expected to benefit from these releases.

The evidence is unchallenged. »

45. Ainsi, la Cour supérieure de l'Ontario a homologué le Plan d'arrangement tel qu'amendé, tel qu'il appert de l'Ordonnance d'homologation du Plan d'arrangement, communiquée au soutien des présentes en tant que **pièce RR-9**;
46. Au paragraphe 16 de l'Ordonnance d'homologation, pièce RR-9, la Cour supérieure de l'Ontario ordonne et déclare ce qui suit :

« 16. **THE COURT ORDERS AND DECLARES** that the compromises, arrangements, exculpations, releases, discharges and injunctions contemplated in the Plan, including those granted by and for the benefit of the Released Parties, are integral components thereof and are necessary for, and vital to, the success of the Plan and that, effective on the Plan Implementation Date, all such compromises, arrangements, exculpations, discharges and injunctions are hereby sanctioned, approved and given full force and effect in accordance with and subject to their respective terms. »

47. Au paragraphe 17 de l'Ordonnance d'homologation, pièce RR-9, la Cour supérieure de l'Ontario ordonne l'application de la Quittance :

« 17. **THIS COURT ORDERS** that without limiting the effect or validity of any provision of this Order or the Plan and for greater certainty, immediately upon the Plan Implementation Date having occurred, **every Person (regardless of whether or not such Person is a Noteholder)**, including each of the Released Parties on the Person's own behalf and on behalf of the Person's respective affiliates, present and former officers, directors, employees, associated individuals, auditors, financial advisors, legal counsel, other professionals, sureties, insurers, indemnitees,

agents, dependents, heirs, representatives and assigns, as applicable, **hereby fully, finally, irrevocably and unconditionally releases and forever discharges each of the Released Parties of and from any and all past, present and future claims**, rights, interests, actions, rights of indemnity, liabilities, demands, duties, injuries, damages, expenses, fees (including attorneys' fees and liens), costs, compensation, or causes of action of whatsoever kind or nature whether foreseen or unforeseen, known or unknown, asserted or unasserted, contingent or actual, liquidated or unliquidated, whether in tort or contract, whether statutory, at common law or in equity, based on, in connection with, arising out of, or in any way related to, in whole or in part, directly or indirectly: **any act or omission existing or taking place on or prior to the Plan Implementation Date relating to or otherwise in connection with the Third-Party ABCP market in Canada, the ABCP Conduits, the Affected ABCP, the business and affairs of any of the Released Parties relating to or otherwise in connection with the Affected ABCP, Affected ABCP Credit Default Swaps, the LSS Assets, Hybrid Assets and Traditional Assets**, including without limitation any of such assets that are Ineligible Assets, the CCAA Proceedings, the activities undertaken or not undertaken as a result of the Standstill, in anticipation of or preparation for the restructuring of the Affected ABCP and/or the CCAA Proceedings, the Information Statement, the Meeting or the Plan (collectively, the "ABCP Market Claims"); **and each Person shall not make or continue any claims or proceedings whatsoever based on, in connection with, arising out of, or in any way related to, in whole or in part, directly or indirectly, the substance of the facts giving rise to any matter herein released** (including, without limitation, any action, cross-claim, counter-claim, third party action or application) against any Person who claims or might reasonably be expected to claim in any manner or forum against one or more of the Released Parties, including, without limitation, by way of contribution or indemnity, in common law, or in equity, or under the provisions of any statute or regulation, and that in the event that any of the Released Parties are added to such claim or proceeding, it will immediately discontinue any such claim or proceeding. Notwithstanding the foregoing, nothing herein shall release or discharge a Released Party from its obligations, if any, under the Plan or any Approved Agreements. This paragraph does not apply to Unaffected Claims. »

48. Au paragraphe 18 de l'Ordonnance d'homologation, pièce RR-9, la Cour supérieure de l'Ontario ordonne qu'aucun recours ne soit entamé ni poursuivi à l'encontre des participants au marché des PCAA qui bénéficient de la Quittance en faveur des tierces parties;

« 18. **THIS COURT ORDERS** that without limiting the effect or validity of any provision of this Order or the Plan and for greater

certainty, immediately upon Plan Implementation occurring, **all Persons** (regardless of whether or not such Persons are Noteholders), along with their respective affiliates, present and former officers, directors, employees, associated individuals, auditors, financial advisors, legal counsel, other professionals, sureties, insurers, indemnities, agents, dependents, heirs, representatives and assigns, as applicable, **are permanently and forever barred, estopped, stayed and enjoined, on and after the Effective Time, with respect to ABCP Market Claims, from (i) commencing, conducting or continuing in any manner, directly or indirectly, any action, suits, demands or other proceedings of any nature or kind whatsoever (including, without limitation, any proceeding in a judicial, arbitral, administrative or other forum) against the Released Parties; (ii) enforcing, levying, attaching, collecting or other recovering or enforcing by any manner or means, directly or indirectly, any judgment, award, decree or order against the Released Parties or their property; (iii) commencing, conducting or continuing in any manner, directly or indirectly, any action, suits or demands, including without limitation, by way of contribution or indemnity or other relief, in common law, or in equity, or under the provisions of any statute or regulation, or other proceedings of any nature or kind whatsoever (including, without limitation, any proceedings in a judicial, arbitral, administrative or other forum) against any Person who makes such a claim or might reasonably be expected to make such a claim, in any manner or forum, against one or more of the Released Parties; (iv) creating, perfecting, asserting or otherwise enforcing, directly or indirectly, any lien or encumbrance of any kind; or (v) taking any actions to interfere with the implementation or consummation of this Plan. This paragraph does not apply to enjoin the making of Unaffected Claims. »**

v) L'appel devant la Cour d'appel de l'Ontario

49. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario permet l'appel de l'Ordonnance d'homologation déposée par certains Détenteurs de PCAA, mais rejette cet appel;
50. La Cour d'appel de l'Ontario confirme dans son jugement qu'un tribunal sous l'autorité de la LACC a juridiction pour homologuer un plan d'arrangement comprenant une Quittance en lien avec le PCAA et, par le fait même, confirme l'Ordonnance d'homologation, tel qu'il appert de ce jugement, communiqué au soutien des présentes en tant que **pièce RR-10**;
51. La Cour d'appel de l'Ontario expose les questions qui lui sont soumises comme suit sans son jugement, pièce RR-10:

« [3] Certain creditors who opposed the Plan seek leave to appeal, and if appeal is granted, appeal from that decision. They raise an important point regarding the permissible scope of a restructuring under the Companies' Creditors Arrangement Act, R.C.S. 1985, c. C-36 as amended ("CCAA"): **can the court sanction a Plan that call for creditors to provide releases to third parties who are themselves solvent and not creditors of the debtor company? They also argued that, if the answer to this question is yes, the application Judge erred in holding that this Plan, with its particular releases (which bar some claim even in fraud), was fair and reasonable and therefore in sanctioning it under the CCAA.**

[...]

[28] This appeal focused on one specific aspect of the Plan: the comprehensive series of releases of third parties provided for in Article 10.

[...]

[39] There are two principal questions for determination on this appeal:

1) As a matter of law, may a CCAA plan contain a release of claims against anyone other than the debtor company or its directors?

2) If the answer to that question is yes, did the application Judge err in the exercise of his discretion to sanction the Plan as fair and reasonable given the nature of the releases called under it? »

52. L'arrêt de la Cour d'appel de l'Ontario, pièce RR-10, confirme qu'un tribunal a, sous l'autorité de la LACC, la juridiction pour homologuer un plan d'arrangement comprenant une Quittance en lien avec le PCAA et qu'en l'espèce, le Plan d'arrangement est raisonnable et équitable :

« [43] On a proper interpretation, in my view, the CCAA permits the inclusion of third party releases in a plan of compromise or arrangement to be sanctioned by the court where those releases are reasonably connected to the proposed restructuring. I am led to this conclusion by a combination of (a) the open-ended, flexible character of the CCAA itself, (b) the broad nature of the term "compromise or arrangement" as used in the Act and (c) the express statutory effect of the "double-majority" vote and the court sanction which render the plan binding on all creditors, including those unwilling to accept certain portions of it. The first of these signals a flexible approach to the application of the Act in new and evolving situations, an active judicial role in its application and interpretation, and a liberal approach to that interpretation. The second provides the entrée to negotiations between the parties

affected in the restructuring and furnishes them with the ability to apply the broad scope of their ingenuity in fashioning the proposal. The latter afford necessary protection to unwilling creditors who may be deprived of certain of their civil and property rights as a result of the process.

[...]

[46] Because I am satisfied that it is implicit in the language of the CCAA that the court has authority to sanction plans incorporating third-party releases that are reasonably related to the proposed restructuring, there is no “gap-filing” to be done and no need to fall back on inherent jurisdiction.[...]

[...]

[70] The release of the claim in question must be justified as part of the compromise or arrangement between the debtor and its creditors. In short, there must be a reasonable connection between the third party claim being compromised in the plan and the restructuring achieved by the plan to warrant inclusion of the third party release in the plan. This nexus exists here, in my view.

[...]

[73] I am satisfied that the wording of the CCAA – construed in light of the purpose, objects and scheme of the Act and in accordance with the modern principles of statutory interpretation – supports the court’s jurisdiction and authority to sanction the Plan proposed here, including the contested third-party releases. »

53. Le 19 septembre 2008, la Cour suprême du Canada a refusé l’autorisation d’en appeler de la décision de la Cour d’appel de l’Ontario demandée par certains détenteurs de PCAA;
54. Ainsi, la décision de la Cour d’appel de l’Ontario confirmant l’Ordonnance d’homologation a acquis un caractère final, irrévocable et sans appel, de sorte que le Plan d’arrangement pouvait être mis en œuvre;

vi) **La mise en œuvre du Plan d’arrangement et la quittance en faveur des Défenderesses**

55. Le 12 janvier 2009, la Cour supérieure de l’Ontario a émis une Ordonnance de mise en œuvre du Plan d’arrangement (l’« **Ordonnance de mise en œuvre du Plan** »), tel qu’il appert d’une copie de ce jugement, communiqué au soutien des présentes en tant que **pièce RR-11**;

56. Suite à cette ordonnance, le 21 janvier 2009, conformément au Plan d'arrangement et à l'Ordonnance d'homologation, Ernst & Young inc., le Contrôleur nommé par la Cour, a émis un certificat confirmant la mise en œuvre du Plan d'arrangement (le « **Plan Implementation Certificate** »), tel qu'il appert d'une copie de ce certificat, communiquée au soutien des présentes en tant que **pièce RR-12**;
57. Ainsi, le « Plan Implementation Date » prévue au Plan d'arrangement est le 21 janvier 2009;
58. La Quittance en faveur des tierces parties est donc en vigueur, conformément aux termes du Plan d'arrangement et de l'Ordonnance d'homologation;
59. Tel qu'indiqué ci-dessus, les Défenderesses sont bénéficiaires de la Quittance en faveur des tierces parties prévue dans le Plan d'arrangement;
60. Cette quittance a pour effet de libérer les Défenderesses à tout jamais de toutes les « ABCP Market Claims », telles que celles-ci sont définies au Plan d'arrangement (article 10.1, voir paragraphe 30 ci-dessus) et à l'Ordonnance d'homologation (paragraphe 17, voir paragraphe 47 ci-dessus);
61. Or, à sa face même, la réclamation des Demandeurs en dommages punitifs à l'encontre des Défenderesses et les allégués contenus aux paragraphes 131 à 136 et 145 de la Demande introductive d'instance constituent une « ABCP Market Claim » qui a fait l'objet d'une quittance judiciaire et d'une ordonnance d'injonction opposable aux Demandeurs;
62. Ainsi, aux termes de l'Ordonnance d'homologation, cette réclamation des Demandeurs en lien avec les PCAA que détenaient les Défenderesses est suspendue à tout jamais et ne peut être poursuivie par les Demandeurs;
63. En fait, les Demandeurs contreviennent clairement à une ordonnance d'injonction et leur recours à cet égard est illégal;

B. LES ORDONNANCES DE LA COUR SUPÉRIEURE DE L'ONTARIO SONT EN VIGUEUR ET EXÉCUTOIRES AU QUÉBEC

64. Tant dans l'Ordonnance d'homologation (paragraphe 30), pièce RR-9, que dans l'Ordonnance de mise en œuvre du Plan (paragraphe 49), pièce RR-11, la Cour supérieure de l'Ontario a ordonné et déclaré que lesdites ordonnances sont pleinement en vigueur et exécutoires :

« 30. **THIS COURT ORDERS** that this Order shall have full force and effect in all provinces and territories in Canada, outside Canada and against all Persons against whom it may otherwise be enforceable. »

« 49. **THIS COURT ORDERS AND DECLARES** that this Order shall have full force and effect in all provinces and territories in Canada, outside Canada and against all Persons against whom it may otherwise be enforceable. »

65. De même, dans ces deux (2) ordonnances, pièces RR-9 et RR-11, la Cour supérieure de l'Ontario sollicite et demande l'entraide et l'assistance des tribunaux canadiens, et donc des tribunaux québécois, afin que ces ordonnances (et toutes ordonnances rendues dans le Dossier de la restructuration des PCAA) soient respectées :

« 31. **THIS COURT REQUESTS** the aid, recognition and assistance of other courts in Canada in accordance with Section 17 of the CCAA and requests that the Federal Court of Canada and the courts and judicial, regulatory and administrative bodies of or by the provinces and territories of Canada, the Parliament of Canada, the United States of America, the states and other subdivisions of the United States of America including, without limitation, the U.S. District Court, and other nations and states act in aid, recognition and assistance of, and be complementary to, this Court in carrying out the terms of this Order and any other Order in this proceeding. Each of the Applicants and the Monitor shall be at liberty, and is hereby authorized and empowered, to make such further applications, motions or proceedings to or before such other court and judicial, regulatory and administrative bodies, and take such other steps, in Canada or the United States of America, as may be necessary or advisable to give effect to this Order. »

« 50. **THIS COURT REQUESTS** the aid, recognition and assistance of other courts in Canada in accordance with Section 17 of the CCAA and requests that the Federal Court of Canada and the courts and judicial, regulatory and administrative bodies of or by the provinces and territories of Canada, the Parliament of Canada, the United States of America, the states and other subdivisions of the United States of America, including, without limitation, the U.S. District Court, and other nations and states act in aid, recognition and assistance of, and be complementary to, this Court in carrying out the terms of this Order and any other Order in this proceedings. The Monitor shall be at liberty, and is hereby authorized and empowered, to make such further applications, motions or proceedings to or before such other court and judicial, regulatory and administrative bodies, and take such other steps, in Canada or the United States of America, as may be necessary or advisable to give effect to this Order. »

66. Par conséquent, les ordonnances rendues par les tribunaux ontariens dans le Dossier de la restructuration des PCAA ont plein effet au Québec, et les

tribunaux québécois doivent s'assurer que les ordonnances en question soient respectées et ce, conformément aux articles 16 et 17 de la LACC ;

67. D'ailleurs, suite à l'Ordonnance de mise en œuvre du Plan, dans un contexte où une partie désirait poursuivre des procédures au Québec concernant une réclamation relative au marché des PCAA, l'honorable juge Wagner (alors à la Cour supérieure du Québec), a rendu une ordonnance confirmant le caractère exécutoire du Plan d'arrangement au Québec, en déclarant comme suit :

« Le Tribunal :

[...]

DÉCLARE que le Plan d'arrangement et de compromis portant la date du 19 mars 2008, l'Ordonnance en homologation du Plan d'arrangement datée du 5 juin 2008 et l'Ordonnance de mise en œuvre du Plan d'arrangement datée du 12 janvier 2009, approuvés par la Cour supérieure de l'Ontario, sont pleinement en vigueur et sont exécutoires dans la Province de Québec; »

[...]

SUSPEND à toutes fins que de droit la procédure introductive d'instance des Demanderesses jusqu'à la présentation de cette réclamation selon les termes du Plan d'arrangement et de compromis dont la mise en œuvre a été ordonnée le 12 janvier 2009; »

(nos soulignés)

tel qu'il appert d'une copie du jugement du juge Wagner dans l'affaire *Hy Bloom c. Banque Nationale du Canada*, 2010 QCCS 737, communiqué au soutien des présentes en tant que **pièce RR-13**;

68. Ainsi, tel que l'a confirmé le juge Wagner dans l'affaire *Hy Bloom*, le Plan d'arrangement a force de chose jugée, tant au Québec que dans toutes les autres provinces canadiennes et, par le fait même, la réclamation relative aux dommages punitifs des Demandeurs, constituant à sa face même une « ABCP Market Claim » contre des « Released Parties » en vertu du Plan d'arrangement, est suspendue à tout jamais;
69. Il y a par ailleurs lieu de noter que seule la Cour supérieure de l'Ontario a juridiction pour entendre tout débat sur l'interprétation, l'application ou les effets du Plan d'arrangement
70. En effet, le paragraphe 11.12 du Plan d'arrangement, pièce RR-7, prévoit spécifiquement que toute dispute ou question relative à l'interprétation ou l'effet du Plan d'arrangement relève de la juridiction exclusive de la Cour supérieure de l'Ontario;

11.12 Governing Law

This Plan shall be governed by and construed in accordance with the laws of the Province of Ontario and the federal laws of Canada applicable therein, without regard to any conflict of law provision that would require the application of the law of any other jurisdiction. **In the event of any dispute or issue in connection with, or related to, the interpretation, application or effect of this Plan, such dispute or issue shall be subject to the exclusive jurisdiction of the CCAA Court.**

71. Le terme « CCAA Court » est défini au Plan d'arrangement, pièce RR-7, comme référant uniquement à la Cour supérieure de l'Ontario;

« **CCAA Court** » means the Superior Court of Justice (Ontario)

72. Pour tous ces motifs, les Défenderesses demandent à cette Cour de rejeter à toutes fins que de droit la réclamation des Demandeurs en dommages punitifs en lien avec les PCAA que détenaient les Défenderesses, qui a fait l'objet d'une quittance judiciaire et d'une ordonnance d'injonction opposable aux Demandeurs;

IV. CONCLUSIONS

73. En conclusion, les Défenderesses demandent à cette honorable Cour de rejeter la réclamation en dommages punitifs des Demandeurs et de radier les paragraphes de la Demande introductive d'instance relatifs à cette réclamation;
74. En effet, la quittance prévue au Plan d'arrangement est claire et rend irrecevable la réclamation en dommages punitifs des Demandeurs en lien avec les PCAA;
75. Subsidiairement, si la Cour n'est pas disposée à suspendre ou rejeter cette demande et était d'avis qu'un débat quant à l'interprétation et l'effet du Plan d'arrangement sur la réclamation en dommages punitifs des Demandeurs est nécessaire, la Cour doit respectueusement tout de même rejeter la réclamation en dommages punitifs puisque seule la Cour supérieure de l'Ontario a juridiction à cet égard, conformément aux termes du Plan d'arrangement homologué par le tribunal;

POUR CES MOTIFS PLAISE AU TRIBUNAL

ACCUEILLIR la présente Demande;

PRENDRE ACTE du Plan d'arrangement et de Compromis portant la date du 19 mars 2008, de l'Ordonnance en homologation du Plan d'arrangement datée du 5 juin 2008 et de l'Ordonnance de mise en œuvre du Plan d'arrangement datée du 12 janvier 2009, approuvés par la Cour supérieure de l'Ontario, dans le cadre de l'affaire du Plan de compromis et

d'arrangement impliquant Metcalfe and Mansfield Alternative Investment II Corp et als (les « **Ordonnances de la Cour supérieure de l'Ontario** »);

PRENDRE ACTE que les Ordonnances de la Cour supérieure de l'Ontario sont pleinement en vigueur et sont exécutoires dans la province de Québec;

REJETER à toutes fins que de droit la réclamation des Demandeurs pour dommages punitifs en lien avec les Papiers commerciaux adossés à des actifs (« **PCAA** ») contenue dans leur Demande introductive d'instance de l'action collective;

ORDONNER la radiation des paragraphes 93, 101, 131 à 136 et 145 de la Demande introductive d'instance de l'action collective des Demandeurs;

Subsidiairement, **SUSPENDRE** le présent recours collectif et **ORDONNER** aux parties de s'adresser à la Cour supérieure de l'Ontario afin de faire trancher le débat que soulève la réclamation des Demandeurs en lien avec les PCAA;

LE TOUT sans frais, sauf en cas de contestation.

MONTREAL, le 30 septembre 2016

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
McCARTHY TÉTRAULT S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Avocats des Défenderesses
Desjardins Sécurité Financière, Compagnie
d'Assurance Vie et Desjardins Gestion d'actifs
Inc.

COUR SUPÉRIEURE (Actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° 200-06-000134-117

JEAN-PAUL DUPUIS

- et -

FRANCIS TREMBLAY

Demandeurs

c.

DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE, COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE

- et -

DESJARDINS GESTION INTERNATIONALE D'ACTIFS INC.

Défenderesses

AVIS DE PRÉSENTATION

À : **Me Guy Paquette**
PAQUETTE GADLER INC.
300 Place D'Youville,
Bureau B-10
Montréal (Québec) H2Y 2B6

Me François Lebeau
Me Mathieu Charest-Beaudry
UNTERBERG, LABELLE, LEBEAU
AVOCATS
1980, rue Sherbrooke Ouest,
Bureau 700
Montréal (Québec) H3H 1E8

Procureurs *ad litem* des demandeurs
Jean-Paul Dupuis et Francis Tremblay

Procureurs-conseils des demandeurs
Jean-Paul Dupuis et Francis Tremblay

Me Serge Létourneau
Me Audrey Létourneau
LÉTOURNEAU GAGNÉ AVOCATS
SENCRL
116, rue Saint-Pierre
Bureau 111
Québec (Québec) G1K 4A7

Procureurs-conseils des demandeurs
Jean-Paul Dupuis et Francis Tremblay

PRENEZ AVIS que la présente *Demande de la Défenderesse, Desjardins Sécurité Financière, Compagnie d'assurance vie, en rejet partiel de la demande introductive d'instance de l'action collective et en radiation d'allégations* sera présentée devant l'honorable Bernard Godbout, j.c.s., siégeant comme juge désigné dans le présent dossier, dans et pour le district de Québec, au palais de justice de Québec, sis au 300, boulevard Jean-Lesage, Québec (Québec), G1K 8K6, le **18 octobre 2016 à 9h30, en salle 3.44.**

VEUILLEZ AGIR EN CONSÉQUENCE.

MONTRÉAL, le 30 septembre 2016

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
McCARTHY TÉTRAULT S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Avocats des Défenderesses
Desjardins Sécurité Financière, Compagnie
d'Assurance Vie et Desjardins Gestion d'actifs
Inc.

N° 200-06-000134-117
COUR SUPÉRIEURE (Actions collectives)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

JEAN-PAUL DUPUIS
-et-
FRANCIS TREMBLAY

Demandeurs

c.

**DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE,
COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE**
-et-
DESJARDINS GESTION D'ACTIFS INC.

Défenderesses

**DEMANDE DES DÉFENDERESSES EN REJET
PARTIEL DE LA DEMANDE INTRODUCTIVE
D'INSTANCE DE L'ACTION COLLECTIVE ET
EN RADIATION D'ALLÉGATIONS
ET AVIS DE PRÉSENTATION
(Art. 167, 168, 169 et 584 C.p.c.)**

ORIGINAL

M^e Mason Poplaw/ 0612 / 188464-435070

BC0847

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Avocats • Agents de brevets et marques de commerce
Barristers & Solicitors • Patent & Trade-mark Agents

Bureau 2500
1000, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 0A2
Tél. : 514 397-4100
Télec. : 514 875-6246
Notification@mccarthy.ca

**COUR SUPÉRIEURE
(Actions collectives)**

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

N° 200-06-000134-117

JEAN-PAUL DUPUIS

- et -

FRANCIS TREMBLAY

Demandeurs

c.

DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE, COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE

- et -

DESJARDINS GESTION INTERNATIONALE D'ACTIFS INC.

Défenderesses

**AVIS D'INDICATION DES PIÈCES
AU SOUTIEN DE LA DEMANDE DES DÉFENDERESSES EN REJET PARTIEL DE LA
DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE DE L'ACTION COLLECTIVE ET EN
RADIATION D'ALLÉGATIONS
(art. 167, 168, 169 et 584 du Code de procédure civile)**

À : **Me Guy Paquette**
PAQUETTE GADLER INC.
300 Place D'Youville,
Bureau B-10
Montréal (Québec) H2Y 2B6

Me François Lebeau
Me Mathieu Charest-Beaudry
UNTERBERG, LABELLE, LEBEAU
AVOCATS
1980, rue Sherbrooke Ouest,
Bureau 700
Montréal (Québec) H3H 1E8

**Procureurs *ad litem* des demandeurs
Jean-Paul Dupuis et Francis Tremblay**

**Procureurs-conseils des demandeurs
Jean-Paul Dupuis et Francis Tremblay**

Me Serge Létourneau
Me Audrey Létourneau
LÉTOURNEAU GAGNÉ AVOCATS
SENCRL
116, rue Saint-Pierre
Bureau 111
Québec (Québec) G1K 4A7

Procureurs-conseils des demandeurs
Jean-Paul Dupuis et Francis Tremblay

PRENEZ AVIS que la Défenderesse, Desjardins Sécurité Financière, Compagnie d'Assurance Vie, invoque au soutien de sa Demande en rejet partiel de la demande introductive d'instance de l'action collective et en radiation d'allégations, les pièces ci-après décrites :

- PIÈCE RR-1 :** Copie de l'affidavit de Purdy Crawford daté du 17 mars 2008;
- PIÈCE RR-2 :** Copie des motifs de l'Ordonnance d'homologation, datés du 5 juin 2008;
- PIÈCE RR-3 :** Copie d'une entente intérimaire entre d'importants détenteurs de PCAA datée du 16 août 2007;
- PIÈCE RR-4 :** Copie de la Requête pour ordonnance initiale, en vertu de l'article 11 de la LACC, dans l'affaire Metcalfe & Mansfield Alternative Investment II Corp. et al., numéro de dossier 08-CL-7440, datée du 17 mars 2008;
- PIÈCE RR-5 :** Copie de l'Ordonnance Initiale datée du 17 mars 2008;
- PIÈCE RR-6 :** Copie du « Amended Plan of Compromise and Arrangement » daté du 19 mars 2008;
- PIÈCE RR-7 :** Copie du « Third Amended Plan of Compromise and Arrangement » daté du 12 janvier 2009;
- PIÈCE RR-8 :** Copie du jugement rendu le 24 avril 2008 par le Juge Campbell;
- PIÈCE RR-9 :** Copie de l'ordonnance d'homologation du Plan d'arrangement rendue le 5 juin 2008 par le Juge Campbell;
- PIÈCE RR-10 :** Copie du jugement de la Cour d'appel de l'Ontario rendu le 18 août 2008;
- PIÈCE RR-11 :** Copie de l'Ordonnance de mise en œuvre du Plan d'arrangement émise le 12 janvier 2009 par la Cour supérieure de l'Ontario;

PIÈCE RR-12 : Copie du certificat du Contrôleur confirmant la mise en œuvre du Plan d'arrangement, émis le 21 janvier 2009;

PIÈCE RR-13 : Copie du jugement du juge Wagner dans l'affaire Hy Bloom c. Banque Nationale du Canada, 2010 QCCS 737.

Ces pièces sont jointes au présent avis.

MONTRÉAL, le 30 septembre 2016

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.

McCARTHY TÉTRAULT S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Avocats des Défenderesses

Desjardins Sécurité Financière, Compagnie

d'Assurance Vie et Desjardins Gestion d'actifs

Inc.

N° 200-06-000134-117
COUR SUPÉRIEURE (Actions collectives)
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

JEAN-PAUL DUPUIS
-et-
FRANCIS TREMBLAY

Demandeurs

c.

**DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE,
COMPAGNIE D'ASSURANCE VIE**
-et-
DESJARDINS GESTION D'ACTIFS INC.

Défenderesses

**AVIS D'INDICATION DES PIÈCES AU
SOUTIEN DE LA DEMANDE DES
DÉFENDERESSES EN REJET PARTIEL DE LA
DEMANDE INTRODUCTIVE D'INSTANCE DE
L'ACTION COLLECTIVE ET
EN RADIATION D'ALLÉGATIONS
ET PIÈCES RR-1 À RR-13
(Art. 167, 168, 169 et 584 C.p.c.)**

ORIGINAL

M^e Mason Poplaw/ 0612 / 188464-435070

BC0847

McCarthy Tétraut S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Avocats • Agents de brevets et marques de commerce
Barristers & Solicitors • Patent & Trade-mark Agents

Bureau 2500
1000, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 0A2
Tél. : 514 397-4100
Télééc. : 514 875-6246
Notification@mccarthy.ca